

De vordering tot terugbetaling van de tegemoetkomingen is voorgeschreven per drie jaar vanaf de betaling. Deze termijn wordt tot vijf jaar herleid indien de ongegronde betaling het gevolg is van fraude, oplichting of van frauduleuze handelingen vanwege de aanvrager.

Art. 17. De Minister duit de ambtenaren aan, die belast zijn met de controle en het toezicht van dit besluit.

Art. 18. Het koninklijk besluit nr. 5 betreffende het toezicht op de toekenning en het gebruik van toelagen is van toepassing op de in dit besluit bedoelde tegemoetkomingen.

Art. 19. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1993.

Art. 20. De Minister, tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 1993.

De Voorzitter van de Regering,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,  
A. LIENARD

F. 93 — 1911

[C — 27331]

**3 JUIN 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1er;  
Vu le décret du 16 décembre 1986 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 23, § 1er;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 15 septembre 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 septembre 1992;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 16 novembre 1992;

Vu l'avis de la Commission des Communautés européennes, donné le 26 mai 1993;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 décembre 1990 créant une prime pour favoriser l'embauche de travailleurs à former et organisant une intervention dans les frais de formation a cessé d'être en vigueur au 31 décembre 1992;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter, eu égard au nouveau contexte économique, l'intervention dans la formation du personnel en vue de la création d'une entreprise, de son extension ou de sa reconversion prévue par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24 septembre 1987, modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

Considérant qu'il s'avère urgent, vu le contexte économique actuel, de donner aux entreprises concernées les subventions nécessaires pour les inciter à recruter dans les meilleurs délais des demandeurs d'emploi inoccupés et à les former;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Définitions et assimilations**

Article 1er. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'entreprise : l'entreprise industrielle ou à caractère industriel dont un siège d'exploitation est situé en Région wallonne, à l'exception :

— de celle qui poursuit des activités du secteur tertiaire relatives au commerce de distribution, de biens et de services, de gros ou de détail;

— de celle qui a une activité de production et de distribution d'énergie;

2° le Ministre : le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions;

3° l'Office : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, en abrégé le FOREM;

4° les demandeurs d'emploi : les chômeurs complets indemnisés bénéficiant d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;

5° les demandeurs d'emploi de longue durée : les chômeurs complets indemnisés qui, pendant les 12 mois précédant leur engagement, ont bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, sont assimilés aux demandeurs d'emploi :

1° les demandeurs d'emploi inoccupés recrutés et visés à l'article 36 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2° les demandeurs d'emploi qui, au moment de leur engagement, bénéficient du minimum de moyens d'existence.

§ 3. Pour l'application du présent arrêté, sont assimilés aux demandeurs d'emploi de longue durée :

1° les demandeurs d'emploi qui, au moment de leur engagement, bénéficient, sans interruption, depuis au moins 3 mois du minimum de moyens d'existence;

2° les demandeurs d'emploi inoccupés qui, au moment de leur engagement, sont enregistrés au Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

3° les demandeurs d'emploi inoccupés à qualification réduite, à savoir ceux qui sont âgés de 18 ans au moins et de moins de 25 ans et qui, au moment de leur engagement, ne sont pas titulaires :

— soit d'un diplôme sanctionnant la réussite d'études universitaires ou de l'enseignement supérieur de type long ou court;

— soit d'un diplôme de l'enseignement secondaire général supérieur ou de l'enseignement technique secondaire inférieur ou supérieur;

4° les demandeurs d'emploi inoccupés qui veulent s'intégrer ou se réintégrer sur le marché de l'emploi et qui remplissent simultanément les conditions suivantes :

a) ne pas avoir exercé d'activité professionnelle pendant les trois années précédant leur insertion;

b) ne pas avoir bénéficié d'allocations de chômage d'attente ou d'interruption de carrière pendant les trois ans qui précèdent leur engagement;

c) avoir, avant la période de trois ans visée au a et b, interrompu leurs activités professionnelles ou n'avoir jamais commencé une telle activité, soit pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants, des enfants de leur conjoint ou des enfants de la personne avec laquelle ils cohabitent, soit pour s'occuper de leur père ou mère, du père ou de la mère de leur conjoint ou de la personne avec laquelle ils cohabitent.

§ 4. Pour l'application des §§ 1er, 2 et 3, ne sont pas considérées comme interruption de la période d'inscription auprès des services de l'Office :

1° les périodes d'interruption de maximum quinze jours, sauf s'il s'agit de périodes de sanction administrative ou d'exclusion sur base des articles 51, 52 et 153 à 156 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité par application des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

3° les périodes de chômage couvertes par un pécule de vacances;

4° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en application des dispositions légales ou réglementaires concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles.

§ 5. La période d'inscription comme demandeur d'emploi est suspendue par :

1° les périodes d'emprisonnement;

2° les périodes d'appel ou de rappel sous les armes ou de service accompli en qualité d'objecteur de conscience;

3° les périodes de résidence en République fédérale d'Allemagne d'un travailleur qui cohabite avec un Belge occupé dans le cadre du stationnement des Forces belges.

§ 6. Pour l'application du présent article, la situation du demandeur d'emploi et du demandeur d'emploi de longue durée est appréciée la veille du jour où commence l'exécution du contrat.

§ 7. Le Gouvernement peut assimiler aux demandeurs d'emploi de longue durée, pendant une période d'un an, les travailleurs appartenant à une entreprise ou à un secteur d'activités qu'il a reconnu en difficultés.

#### CHAPITRE II. — Interventions dans les frais de formation

Art. 2. § 1er. L'Office est autorisé à conclure avec les entreprises des conventions relatives à la formation au sein de leur entreprise des travailleurs qu'ils emploient ou qu'ils engagent dans les liens d'un contrat de travail en vue de la création, de l'extension ou de la reconversion de celle-ci.

La convention fixe les conditions et la durée des interventions de l'Office dans la rémunération augmentée des charges sociales et assurances contre les accidents de travail du personnel chargé de la formation et des travailleurs bénéficiant de celle-ci.

§ 2. Si la nature des méthodes de fabrication ou les procédés ou d'autres motifs techniques exigent qu'un ou plusieurs travailleurs acquièrent à l'étranger la formation requise ou que des moniteurs ou techniciens étrangers assurent une formation dans l'entreprise, le Comité de gestion de l'Office peut également proposer une intervention dans les dépenses exposées à cet effet par l'employeur.

Art. 3. § 1er. Les formations pour lesquelles l'entreprise peut bénéficier de l'intervention de la Région wallonne doivent soit :

1° revêtir un caractère essentiellement technique en vue de la mise en route de nouvelles méthodes de travail ou de nouveaux procédés de fabrication nécessitant une formation d'au moins 4 semaines lorsqu'elles se déroulent dans l'entreprise, que ce soit ou non en liaison avec l'élaboration de nouveaux produits;

2° consister en des formations linguistiques nécessitées par les formations techniques visées au 1°;

3° être des formations inhérentes à la mise en place d'un système de qualité totale par l'application du règlement des Normes Européennes 29000 — 29004 du 10 décembre 1987.

§ 2. L'entreprise bénéficiant d'une intervention de la Région wallonne pour des formations telles que visées au § 1er du présent article peut également bénéficier d'une intervention pour des formations de personnel recruté :

— pour remplacer les travailleurs transférés sur de nouveaux équipements de production;

— pour occuper une fonction à qualification réduite liée directement ou indirectement à l'application de nouvelles techniques.

Art. 4. Pour pouvoir bénéficier de l'intervention, une entreprise nouvelle doit entraîner la création de 3 emplois nouveaux au moins.

Les investissements réalisés lors de l'extension d'une entreprise et qui entraînent soit la création au sein d'une société existante d'une nouvelle division pour réaliser des produits différents, soit un accroissement de capacité par application de nouvelles techniques, doivent maintenir l'emploi existant.

La réalisation au sein d'une entreprise ou au sein d'une de ses filiales, d'investissements visant à la reconversion par la production :

— de produits différents par des techniques nouvelles;

— de produits similaires par des techniques différentes;

— de produits nouveaux destinés à de nouveaux marchés,

doit entraîner le maintien d'au moins 80 % des emplois existant en Région wallonne, au sein de la société ou d'une de ses filiales lorsque ces investissements y sont réalisés en vue de la reconversion.

**Art. 5.** Les travailleurs formés doivent être ressortissants d'un Etat Membre de la Communauté Economique Européenne ou résider effectivement en Région wallonne, être âgés d'au moins 18 ans et liés à l'entreprise par contrat de travail à durée indéterminée.

**Art. 6.** La durée maximale de formation pour un travailleur est limitée à 26 semaines, qu'elle se déroule dans l'entreprise ou à l'extérieur de celle-ci.

**Art. 7. § 1er.** En ce qui concerne les frais des formations visées à l'article 3, § 1er, l'intervention est égale à :

- 1° 50 % des dépenses exposées par l'entreprise pour la formation des travailleurs occupés au sein de celle-ci;
- 2° 60 % des dépenses exposées par l'entreprise pour la formation des demandeurs d'emploi visés à l'article 1er, § 1er, 4°;
- 3° 80 % des dépenses exposées par l'entreprise pour la formation des demandeurs d'emploi de longue durée visés à l'article 1er, § 1er, 5°.

§ 2. En ce qui concerne les frais des formations visées à l'article 3, § 2, l'intervention est égale à 80 % des dépenses exposées par l'entreprise pour la formation des demandeurs d'emploi de longue durée visés à l'article 1er, § 1er, 5°.

§ 3. L'intervention est plafonnée à 5,5 millions de francs par entreprise.

**Art. 8.** Ce plafond peut être dépassé :

1° lorsqu'il s'agit d'une création d'entreprise entraînant la création de 5 emplois nouveaux au moins, à condition que le début de son activité industrielle ne se réalise ni par le transfert de travailleurs de production originaires d'une autre entreprise participant au développement de la nouvelle entreprise, ni en recourant aux travailleurs exerçant la même activité sur le même site industriel;

2° lorsqu'une extension ou une reconversion d'entreprise provoque une augmentation nette d'emplois d'au moins 25 % du nombre de travailleurs formés sur place.

L'entreprise perd le bénéfice de l'intervention déplaçonnée si elle ne remplit plus les conditions au terme de l'opération fixées par la convention.

**Art. 9. § 1er.** Le stage à l'étranger n'est pris en considération que s'il a une durée minimale de cinq jours.

L'intervention concernant les stages de formation de travailleurs à l'étranger et les frais relatifs aux moniteurs étrangers dispensant la formation dans l'entreprise, porte, en plus des rémunérations et charges, sur les frais inhérents aux voyages aller-retour (un par pays de destination pour les travailleurs formés) ainsi qu'aux frais et indemnités de séjour.

Le cas échéant, l'intervention pour les frais visés à l'alinéa précédent, mis à part les frais de voyage, est limitée pour les moniteurs étrangers à l'entreprise à 31 725 francs par semaine.

Si le moniteur preste d'autres services que la formation du personnel, seule l'intervention dans les rémunérations et charges afférentes à la formation peut être prise en compte.

§ 2. L'intervention pour les moniteurs est calculée en fonction du nombre de semaines de formation effective, eu égard à la profession, et du nombre de stagiaires qu'ils forment.

Cette intervention est maximale si elle concerne cinq travailleurs au moins, si non, elle est calculée au prorata du nombre de travailleurs formés.

**Art. 10.** La convention accordant l'intervention prend cours, pour une période maximale de 2 ans, au plus tôt à la date à laquelle l'entreprise a adressé sa demande de base à l'Office et au plus tard, à celle du début de la première formation.

### CHAPITRE III. — Procédure

**Art. 11. § 1er.** L'entreprise adresse la demande de base à l'administration centrale de l'Office par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Elle envoie à l'Office, au plus tard au moment du début de l'activité industrielle visée, un dossier complet dans lequel elle mentionne :

1° les autres interventions ou avantages qu'elle a obtenus ou sollicités des pouvoirs publics en vue de sa création, de son extension ou de sa reconversion;

2° en cas de création :

- a) la localité dans laquelle elle est ou sera établie;
- b) la nature de son activité;
- c) l'évaluation du nombre de travailleurs qui seront recrutés, ainsi que l'échelonnement de ces recrutements;
- d) la qualification de ces travailleurs, l'indication et, éventuellement, la description de leur profession;
- e) le régime de travail prévu et le montant de sa rémunération et des avantages offerts;
- f) la nature et le plan des investissements liés à la création;

3° en cas d'extension :

- a) sa raison sociale et son adresse, ainsi que la nature de son activité;
- b) la localité dans laquelle les travailleurs à recruter devront exercer leur activité;
- c) l'évaluation du nombre de travailleurs supplémentaires qui seront recrutés, ainsi que l'échelonnement de ces recrutements;
- d) la qualification de ces travailleurs et la description de leur profession;
- e) le régime de travail prévu et le montant de la rémunération et des avantages offerts;
- f) la nature et le plan des investissements liés à l'extension;

4° en cas de reconversion :

- a) sa raison sociale et son adresse, ainsi que la nature de son activité;
- b) la localité dans laquelle les travailleurs à recruter devront exercer leur activité;
- c) la nécessité, le but, l'ampleur et le financement de la reconversion;
- d) la durée prévue des opérations de reconversion et leur rythme d'exécution;
- e) l'évaluation du nombre de travailleurs dont l'emploi sera maintenu dans l'entreprise pendant les opérations de reconversion;
- f) l'évaluation du nombre de travailleurs dont le travail sera temporairement réduit ou interrompu pendant la reconversion;

- g) l'évaluation du nombre et la description des nouveaux emplois qui sont prévus;  
 h) l'échelonnement des réductions et des réemplois du personnel;  
 i) la justification de l'opportunité d'un programme éventuel de formation professionnelle, l'évaluation du nombre de travailleurs intéressés par cette formation et la nouvelle profession qu'ils sont appelés à exercer;  
 j) la nature et le plan des investissements liés à la reconversion;  
 k) le régime de travail prévu et le montant de la rémunération et des avantages offerts.

**Art. 12.** Le Comité de gestion de l'Office statue sur la conformité des demandes d'intervention aux dispositions prévues, sur la suite à leur réserver et fixe, en cas de suite favorable, le montant maximal d'intervention, son imputation budgétaire ainsi que le délai de production par l'entreprise des pièces justificatives.

En cas d'extension ou de reconversion de l'entreprise, le Comité de gestion, pour statuer, consulte :

- le Conseil d'entreprise si celle-ci occupe plus de 100 travailleurs;
- le Comité de Sécurité et d'Hygiène si celle-ci occupe de 50 à 100 travailleurs;
- les organisations représentatives des travailleurs ou, à défaut, le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation dont dépend l'entreprise si celle-ci occupe moins de 50 travailleurs.

Le Ministre approuve les demandes. Le Comité de gestion conclut les conventions.

Aucune décision favorable ne peut être prise si ce n'est dans les limites budgétaires disponibles.

**Art. 13.** Le paiement de l'intervention est effectué sur production par l'entreprise des pièces justificatives prévues dans la convention.

Ces pièces sont transmises à l'Office à une date déterminée dans la convention. Le dépassement de l'échéance ainsi prévue entraîne soit la récupération des tranches d'interventions déjà versées, soit le non-versement de l'intervention.

**Art. 14.** En aucun cas, l'intervention ne peut être cumulée avec une autre aide qui serait accordée, à charge du budget de la Région wallonne, à l'occasion de la même mise au travail.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 15.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24 septembre 1987 modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1983 relatif à l'emploi et au chômage est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sauf pour les demandes de base introduites avant cette date.

**Art. 16.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

**Art. 17.** Le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 1993.

Le Président du Gouvernement,  
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,  
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

#### ÜBERSETZUNG

D. 93 — 1911

[S-C — 27331]

**3. JUNI 1993.** — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Einführung von Beihilfen für die Gründung, die Erweiterung und die Umstellung von Betrieben durch die Förderung der Einstellung und der Berufsbildung der Arbeitnehmer

Aufgrund des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, insbesondere des Artikels 7 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Schaffung des « Office régional de l'Emploi » (Regionalamtes für Arbeitsbeschaffung), insbesondere des Artikels 23 § 1;

Aufgrund des am 15. September 1992 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des am 28. September 1992 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 16. November 1992 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 26. Mai 1993 abgegebenen Gutachtens der Kommission der Europäischen Gemeinschaften;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. Dezember 1990 zur Schaffung einer Prämie im Hinblick auf die Förderung der Einstellung von auszubildenden Arbeitnehmern und zur Planung einer Beteiligung an den Ausbildungskosten am 31. Dezember 1992 außer Kraft getreten ist;

In der Erwägung der Notwendigkeit, in der neuen wirtschaftlichen Lage die Beteiligung an den Kosten der Personalausbildung, die durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 24. September 1987 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1983 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit zwecks der Gründung, der Erweiterung und der Umstellung eines Betriebs vorgesehen wird, anzupassen;

In der Erwägung, daß es sich angesichts der heutigen wirtschaftlichen Lage als dringend erweist, den betroffenen Betrieben die notwendigen Zuschüsse zu gewähren, um sie zur schnellstmöglichen Anwerbung und Ausbildung nicht beschäftigter Arbeitssuchender anzureizen;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

Beschließt die Wallonische Regierung :

**KAPITEL I. — Definitionen und Gleichstellungen**

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° **Betrieb** : den Industriebetrieb oder den Betrieb industrieller Art, der einen Betriebsitz in der Wallonischen Region hat, mit Ausnahme :

- desjenigen, der im Dienstleistungssektor Tätigkeiten bezüglich der Verteilung von Gütern oder der Erbringung von Dienstleistungen, im Groß- oder Einzelhandel, ausübt;
- desjenigen, der im Bereich der Energieerzeugung und -verteilung tätig ist;

2° **Minister** : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

3° **das Amt** : das « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung), abgekürzt FOREM;

4° **Arbeitsuchenden** : die Vollarbeitslosen, die Arbeitslosen- oder Wartegeld für jeden Tag der Woche beziehen;

5° **schwer zu vermittelnden Arbeitsuchenden** : die Vollarbeitslosen, die während der zwölf Monate vor ihrer Einstellung Arbeitslosen- oder Wartegeld für jeden Tag der Woche ununterbrochen bezogen haben.

§ 2. Folgende Personen werden den Arbeitsuchenden gleichgestellt :

1° die nicht beschäftigten angeworbenen Arbeitsuchenden, die in Artikel 36 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit erwähnt sind;

2° die Arbeitsuchenden, die bei ihrer Einstellung das Existenzminimum beziehen.

§ 3. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses werden folgende Personen den schwer zu vermittelnden Arbeitsuchenden gleichgestellt :

1° die Arbeitsuchenden, die bei ihrer Einstellung seit mindestens 3 Monaten das Existenzminimum ununterbrochen beziehen;

2° die nicht beschäftigten Arbeitsuchenden, die bei ihrer Einstellung beim « Fonds Communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Gemeinschaftlichen Fonds für die soziale und berufliche Wiedereingliederung der Behinderten) gemeldet sind;

3° die nicht beschäftigten Arbeitsuchenden mit geringen Fachkenntnissen, d.h. diejenigen, die über 18 und unter 25 Jahre alt sind und bei ihrer Einstellung nicht Inhaber eines der folgenden Diplome sind :

— entweder eines Diploms, das den erfolgreichen Abschluß eines Universitätsstudiums oder eines Hochschulstudiums des kurzen oder des langen Typs bestätigt;

— oder eines Diploms der Oberstufe des allgemeinbildenden Sekundarunterrichts oder der Unterstufe des technischen Sekundarunterrichts;

4° die nicht beschäftigten Arbeitsuchenden, die sich auf dem Arbeitsmarkt eingliedern bzw. wiedereingliedern möchten, und die gleichzeitig die folgenden Bedingungen erfüllen :

a) keine berufliche Tätigkeit während der drei Jahre vor ihrer Eingliederung ausgeübt haben;

b) weder Wartegeld noch Laufbahnunterbrechungszulagen während der drei Jahre vor ihrer Einstellung bezogen haben;

c) vor dem unter a und b erwähnten dreijährigen Zeitraum ihre beruflichen Tätigkeiten unterbrochen haben oder keine solche Tätigkeit angefangen haben, entweder um sich der Erziehung ihrer Kinder, der Kinder ihrer Ehepartner oder der mit ihnen in eheähnlicher Gemeinschaft lebenden Person zu widmen, oder um sich um ihren Vater bzw. ihre Mutter, den Vater oder die Mutter ihrer Ehepartner oder der mit ihnen in eheähnlicher Gemeinschaft lebenden Person zu kümmern.

§ 4. Für die Anwendung von §§ 1, 2 und 3 werden die folgenden Zeiträume nicht als Unterbrechung der Zeit der Eintragung bei den Diensten des Amtes betrachtet :

1° die Unterbrechungszeiten von höchstens 15 Tagen, außer im Falle von verwaltungsmäßiger Bestrafung oder Ausschließung auf der Grundlage von den Artikeln 51, 52 und 153 bis 156 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit;

2° die Zeiten, die in Anwendung der Gesetz- oder Verordnungsbestimmungen in bezug auf die Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität zur Zahlung einer Entschädigung geführt haben;

3° die Zeiten der Arbeitslosigkeit, die durch Urlaubsgeld gedeckt werden;

4° die Zeiten, die in Anwendung der Gesetz- oder Verordnungsbestimmungen in bezug auf die Entschädigung von Arbeitsunfällen, Unfällen auf dem Arbeitsweg und Berufskrankheiten zur Zahlung einer Entschädigung geführt haben.

§ 5. Die Zeit der Eintragung als Arbeitssuchender wird durch das folgende unterbrochen :

1° Die Haftzeiten;

2° Die Zeiten, in denen der Betreffende einberufen bzw. wiedereinberufen worden ist oder seinen Zivildienst als Wehrdienstverweigerer geleistet hat;

3° Die Aufenthaltzeiten in der Bundesrepublik Deutschland eines Arbeitnehmers, der mit einem im Rahmen der Stationierung der Belgischen Streitkräfte beschäftigten Belgier zusammenlebt.

§ 6. Für die Anwendung des vorliegenden Artikels wird der Zustand des Arbeitsuchenden und des schwer zu vermittelnden Arbeitsuchenden am Tag vor dem Beginn der Vertragserfüllung beurteilt.

§ 7. Die Exekutive kann die Arbeitnehmer, die in einem von der Exekutive als in Schwierigkeit anerkannten Betrieb bzw. Tätigkeitssektor beschäftigt werden, für einen einjährigen Zeitraum den schwer zu vermittelnden Arbeitsuchenden gleichstellen.

**KAPITEL II. — Beteiligung an den Ausbildungskosten**

**Art. 2. § 1.** Das Amt ist ermächtigt, mit den Arbeitgebern Abkommen bezüglich der innerbetrieblichen Ausbildung der Arbeitsuchenden, die sie beschäftigen oder im Rahmen eines Arbeitsvertrags zwecks der Gründung, der Erweiterung oder der Umstellung des Betriebes einstellen, zu schließen.

Das Abkommen bestimmt die Bedingungen und die Dauer der Beteiligung des Amtes an der um die Soziallasten und die Arbeitsunfallversicherungen erhöhten Entlohnung des mit der Ausbildung beauftragten Personals sowie der Arbeitnehmer, die ausgebildet werden.

§ 2. Wenn ein bzw. mehrere Arbeitnehmer aufgrund der Art der Herstellungsmethode, der Verfahren oder aus anderen technischen Gründen im Ausland oder durch ausländische Auszubildende bzw. Techniker im Unternehmen ausgebildet werden müssen, kann der Verwaltungsausschuß des Amtes ebenfalls eine Beteiligung an den Ausgaben, die zu diesem Zweck vom Arbeitgeber getätigt worden sind, vorschlagen.

**Art. 3. § 1.** Die Ausbildungen, für die das Unternehmen eine Beihilfe der Wallonischen Region erhalten kann, müssen entweder :

1° hauptsächlich technischer Art sein und auf die Einsetzung neuer Arbeitsmethoden oder neuer Herstellungsverfahren ausgerichtet sein, für welche mindestens eine vierwöchige Ausbildung im Betrieb erforderlich ist, ob diese Methoden und Verfahren nun mit der Ausarbeitung neuer Produkte verbunden sind oder nicht;

2° aus Sprachenausbildungen, die für die unter 1° erwähnten technischen Ausbildungen notwendig sind, bestehen;

3° mit der Einführung eines Systems der totalen Qualität in Anwendung der Verordnung der Europannormen 29000 — 29004 unzertrennlich verbunden sein.

§ 2. Der Betrieb, dem eine Beihilfe der Wallonischen Region für Ausbildungen wie diejenigen, die in § 1 des vorliegenden Erlasses erwähnt sind, gewährt wird, kann ebenfalls eine Beihilfe für die Ausbildung der folgenden Personen erhalten :

— des Personals, das angeworben worden ist, um die auf neue Produktionsanlagen zugeteilten Arbeitnehmer zu ersetzen;

— des Personals, das angeworben worden ist, um eine Funktion auszuüben, für die nur geringe Fachkenntnisse erforderlich sind, und die direkt oder indirekt mit der Anwendung neuer Techniken verbunden ist.

**Art. 4.** Um die Beihilfe zu erhalten, muß ein neues Unternehmen zu der Schaffung von drei mindestens neuen Arbeitsstellen führen.

Die bei der Erweiterung eines Betriebs vorgenommenen Investitionen, durch die entweder eine neue Abteilung für die Herstellung anderer Produkte innerhalb einer bestehenden Gesellschaft geschaffen wird oder die Kapazität durch Anwendung neuer Techniken erhöht wird, müssen die bestehenden Arbeitsplätze aufrechterhalten.

Wenn innerhalb eines Betriebs oder eines seiner Filialen Investitionen zur Umstellung des Betriebs durch die Herstellung :

- anderer Produkte durch neue Techniken;
- ähnlicher Produkte durch andere Techniken;
- neuer Produkte für neue Märkte,

vorgenommen werden, müssen mindestens 80 % der in der Wallonischen Region bestehenden Arbeitsplätze aufrechterhalten werden, entweder innerhalb der Gesellschaft oder einer seiner Filialen, wenn diese Investitionen dort im Hinblick auf die Umstellung vorgenommen werden.

**Art. 5.** Die ausgebildeten Arbeitnehmer müssen Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft sein oder ihren effektiven Wohnsitz in der Wallonischen Region haben, mindestens 18 Jahre alt und im Rahmen eines unbefristeten Arbeitsvertrags im Betrieb beschäftigt sein.

**Art. 6.** Die Höchstdauer der Ausbildung für einen Arbeitnehmer ist auf 26 Wochen begrenzt, ob sie im Unternehmen stattfindet oder nicht.

**Art. 7. § 1.** Was die in Artikel 3 § 1 erwähnten Ausbildungskosten betrifft, beträgt die Beihilfe :

1° 50 % der Ausgaben des Betriebs für die Ausbildung der in diesem Betrieb beschäftigten Arbeitnehmer;

2° 60 % der Ausgaben des Betriebs für die Ausbildung der in Artikel 1 § 1 4° erwähnten Arbeitsuchenden;

3° 80 % der Ausgaben des Betriebs für die Ausbildung der in Artikel 1 § 1 5° erwähnten schwer zu vermittelnden Arbeitsuchenden.

§ 2. Was die in Artikel 3 § 2 erwähnten Ausbildungskosten betrifft, beträgt die Beihilfe 80 % der Ausgaben des Betriebs für die Ausbildung der in Artikel 1 § 1 5° erwähnten schwer zu vermittelnden Arbeitsuchenden.

§ 3. Die Höchstgrenze der Beihilfe ist auf 5,5 Millionen BF pro Betrieb festgelegt.

**Art. 8.** Dieser Höchstwert darf überschritten werden, wenn :

1° es sich um die Gründung eines Unternehmens handelt, die die Schaffung von mindestens 5 neuen Arbeitsstellen zur Folge hat, vorausgesetzt, daß dieses Unternehmen weder durch die Übernahme von Produktionspersonal eines anderen an der Entwicklung des neuen Unternehmens beteiligten Betriebs, noch durch die Inanspruchnahme der Arbeitnehmer, die die gleiche Tätigkeit auf demselben Industriegelände ausüben, seine industrielle Tätigkeit aufnimmt.

Der Betrieb verliert den Anspruch auf die uneingeschränkte Beihilfe, wenn er am Ende des Vorgangs die durch das Abkommen festgelegten Bedingungen nicht mehr erfüllt.

**Art. 9. § 1.** Die Ausbildung im Ausland wird nur berücksichtigt, wenn sie mindestens fünf Tage dauert.

Die Beteiligung in bezug auf die Lehrgänge von Arbeitnehmern im Ausland und die Kosten bezüglich der ausländischen Auszubildenden, die die Ausbildung im Unternehmen geben, bezieht sich neben den Löhnen und Lasten auf die Kosten, die mit den Hin- und Rückfahrten (eine Hin- und Rückfahrt pro Bestimmungsland für die ausgebildeten Arbeitnehmer) verbunden sind, und auf die Aufenthaltskosten und -vergütungen.

Für die Auszubildenden, die nicht zum Betrieb gehören, ist die Beteiligung an den im vorigen Absatz erwähnten Kosten, die Fahrkosten ausgenommen, gegebenenfalls auf 31 725 BF pro Woche begrenzt.

Wenn der Auszubildende andere Dienste als die Personalausbildung leistet, kann nur die Beteiligung an den Löhnen und den mit der Ausbildung verbundenen Kosten berücksichtigt werden.

§ 2. Die Beihilfe für die Auszubildenden wird im Verhältnis zu der Anzahl Wochen tatsächlicher Ausbildung mit Rücksicht auf den Beruf und zu der Anzahl Auszubildender berechnet.

Der maximale Betrag dieser Beteiligung wird ab dem Augenblick zuerkannt, wo mindestens fünf Arbeitnehmer betroffen sind, anderenfalls wird der Betrag im Verhältnis zur Anzahl ausgebildeter Arbeitnehmer berechnet.

**Art. 10.** Das Abkommen, durch das die Beihilfe gewährt wird, gilt für höchstens zwei Jahre, und zwar frühestens ab dem Tag, an dem der Betrieb seinen Grundantrag beim Amt gestellt hat, und spätestens ab dem Tag, an dem der ersten Ausbildungslehrgang beginnt.

### KAPITEL III. — Verfahren

**Art. 11. § 1.** Das Unternehmen reicht seinen Grundantrag bei der Zentralverwaltung des Amtes per Einschreiben ein.

§ 2. Spätestens bei Beginn der betreffenden industriellen Tätigkeit schickt es dem Amt eine vollständige Akte zu, in dem das folgende angegeben wird :

1° die anderen Beihilfen oder Vorteile, die es im Hinblick auf seine Gründung, seine Erweiterung oder seine Umstellung von den öffentlichen Behörden erhalten oder bei diesen beantragt hat;

2° im Falle einer Gründung :

- a) der Ort, in dem der Betrieb sich niedergelassen hat bzw. wird;
- b) die Art seiner Tätigkeit;
- c) die voraussichtliche Anzahl Arbeitnehmer, die eingestellt werden, sowie den Zeitplan für diese Einstellungen;
- d) die Qualifikation dieser Arbeitnehmer, die Angabe und gegebenenfalls die Beschreibung ihres Berufs;
- e) die vorgesehene Arbeitszeitregelung und die Höhe des angebotenen Lohns und der angebotenen Vorteile;
- f) die Art und den Plan der mit der Gründung verbundenen Investitionen.

Im Falle einer Erweiterung :

- a) die Firmenbezeichnung und die Adresse des Betriebs sowie die Art seiner Tätigkeit;
- b) den Ort, in dem die einzustellenden Arbeitnehmer tätig sein werden;
- c) die voraussichtliche Anzahl Arbeitnehmer, die eingestellt werden, sowie den Zeitplan für diese Einstellungen;
- d) die Qualifikation dieser Arbeitnehmer und die Beschreibung ihres Berufs;
- e) die vorgesehene Arbeitszeitregelung und die Höhe des angebotenen Lohns und der angebotenen Vorteile;
- f) die Art und den Plan der mit der Erweiterung verbundenen Investitionen.

Im Falle einer Umstellung :

- a) die Firmenbezeichnung und die Adresse des Betriebs sowie die Art seiner Tätigkeit;
- b) den Ort, in dem die einzustellenden Arbeitnehmer tätig sein werden;
- c) die Notwendigkeit, das Ziel, den Umfang und die Finanzierung der Umstellung;
- d) die Dauer, die für die Umstellung vorgesehen ist, und den Zeitplan für ihre Durchführung;
- e) die voraussichtliche Anzahl Arbeitnehmer, die während der Umstellung weiterhin beschäftigt werden;
- f) die voraussichtliche Anzahl Arbeitnehmer, die während der Umstellung zeitweilig weniger oder gar nicht arbeiten werden;
- g) die voraussichtliche Anzahl und die Beschreibung der neuen Stellen, die vorgesehen sind;
- h) den Zeitplan für den Abbau und die Wiedereinstellung des Personals;
- i) die Rechtfertigung der Zweckmäßigkeit eines eventuellen Schulungsprogramms, die voraussichtliche Anzahl Arbeitnehmer, die auszubilden sind, und den neuen Beruf, den sie ausüben sollen;
- j) die Art und den Plan der mit der Gründung verbundenen Investitionen;
- k) die vorgesehene Arbeitszeitregelung und die Höhe des angebotenen Lohns und der angebotenen Vorteile.

Art. 12. Der Verwaltungsausschuß des Amtes befindet über die Übereinstimmungen der Anträge auf Beteiligung mit den vorgesehenen Bedingungen, über den Antrag selbst, und, wenn dem Antrag stattgegeben wird, bestimmt er den Höchstbetrag der Beihilfe, ihre Verbuchungsstelle sowie die Frist, in der der Betrieb die Belege vorlegen muß.

Im Falle einer Erweiterung oder Umstellung des Betriebes zieht der Verwaltungsausschuß für den Beschluß folgende Organe zu Rate :

- den Betriebsrat, wenn der Betrieb mehr als 100 Arbeiter beschäftigt;
- den Sicherheits- und Hygieneausschuß, wenn der Betrieb 50 bis 100 Arbeitnehmer beschäftigt;
- die repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen oder, in Ermangelung deren, den « Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation » (subregionalen Ausschuß für Beschäftigung und Berufsbildung), dessen Zuständigkeit das Unternehmen unterliegt, wenn dieses weniger als 50 Arbeitnehmer beschäftigt.

Der Minister genehmigt die Anträge. Der Verwaltungsausschuß schließt die Abkommen.

Ein günstiger Beschluß darf nur im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gefaßt werden.

Art. 13. Die Auszahlung der Beihilfe erfolgt, nachdem der Betrieb die im Abkommen aufgezählten Belege vorgelegt hat.

Diese Belege müssen dem Amt an dem im Abkommen festgelegten Tag übermittelt werden. Die Überschreitungen der auf diese Weise vorgesehenen Frist führt entweder zur Einforderung der bereits ausgezahlten Teilbeträge der Beihilfe oder zur Nichtauszahlung der Beihilfe.

Art. 14. In keinem Fall darf die Beteiligung gleichzeitig mit einer anderen Beihilfe, die für dieselbe Einstellung zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region bezogen würde, gewährt werden.

#### KAPITEL IV. — Endbestimmungen

Art. 15. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 24. September 1987 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1983 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit wird am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses aufgehoben, außer, was die vor diesem Datum eingereichten Grundanträge betrifft.

Art. 16. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1993 in Kraft.

Art. 17. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

A. LIENARD

## VERTALING

N. 93 — 1911

[S-C — 27331]

3 JUNI 1993. — Besluit van de Waalse Regering tot instelling van tegemoetkomingen voor de oprichting, de uitbreiding en de omschakeling van bedrijven door de indienstneming en opleiding van werknemers te bevorderen

De Waalse Regering,

Gelet op de besluit wet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de gewestdienst voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 23, § 1;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de « Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi » (Gemeenschaps- en gewestdienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling) (FOREm), gegeven op 15 september 1992;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 september 1992;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 18 november 1992;

Gelet op het advies van de Commissie van de Europese Gemeenschappen, gegeven op 26 mei 1993;

Gelet op de instemming van de Minister, tot wiens bevoegdheden de begroting behoort;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 december 1990 tot instelling van een premie voor de bevordering van de indienstneming van op te leiden werknemers en tot regeling van een tussenkomst in de opleidingskosten niet meer van kracht is sinds 31 december 1992;

Overwegend dat de tegemoetkoming in de opleiding van het personeel voor de oprichting, de uitbreiding of de omschakeling van een bedrijf zoals voorzien bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 24 september 1987 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid dient aangepast te worden rekening houdend met de nieuwe economische kontekst;

Overwegend dat het dringend is, rekening houdend met de nieuwe economische kontekst, de nodige toelagen te geven aan de betrokken bedrijven om hen aan te sporen zo vlug mogelijk nietsdoende werklozen aan te werven en op te leiden;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen en gelijkstellingen

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° het bedrijf : het industrieel bedrijf of het bedrijf met industrieel karakter waarvan een exploitatiezetel in het Waalse Gewest gevestigd is, met uitzondering van :

— hetwelk activiteiten voert van de tertiaire sector betreffende de distributiehandel, de handel van goederen en diensten, de groot- of kleinhandel;

— hetwelk een activiteit voert van energieproductie en -distributie;

2° de Minister : de Minister, tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort;

3° de Dienst : de « Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi » (Gemeenschaps- en gewestdienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling), afgekort in FOREm;

4° de werkzoekenden : de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen, die recht hebben op werkloosheids- of wachttijduitkeringen voor alle dagen van de week;

5° de langdurige werkzoekenden : de volledig uitkeringsgerechtigde werklozen, die tijdens de twaalf maanden vóór hun indienstneming, ononderbroken recht gehad hebben op werkloosheids- of wachttijduitkeringen voor alle dagen van de week.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit worden gelijkgesteld met werkzoekenden :

1° de aangeworven nietsdoende werkzoekenden, die bedoeld zijn in artikel 36 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

2° de werkzoekenden, die op het ogenblik van hun indienstneming recht hebben op het minimumsbestaan.

§ 3. Voor de toepassing van dit besluit worden gelijkgesteld met langdurige werkzoekenden :

1° de werkzoekenden, die op het ogenblik van hun indienstneming ononderbroken recht hebben op het minimumsbestaan sinds ten minste drie maanden;

2° de nietsdoende werkzoekenden, die op het ogenblik van hun indienstneming ingeschreven zijn bij het « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Gemeenschapsfonds voor de sociale en professionele integratie van minder-validen);

3° de minder gekwalificeerde nietsdoende werkzoekenden, zijnde minstens 18 jaar en nog geen 25 jaar oud en die op het ogenblik van hun indienstneming niet houder zijn van :

— hetzij een diploma dat het slagen bekrachtigt van universitaire studies of van studies van het hoger onderwijs van het lange of korte type;

— hetzij van een diploma van het algemeen hoger secundair onderwijs of van het lager of hoger technisch secundair onderwijs;

4° de nietsdoende werkzoekenden, die zich willen inschakelen of weder inschalen op de arbeidsmarkt en die de volgende voorwaarden tegelijk vervullen :

a) geen professionele activiteiten te hebben uitgeoefend tijdens de drie jaren vóór hun inschakeling;

b) geen recht te hebben gehad op werkloosheids- of wachttijduitkeringen of uitkeringen wegens loopbaanonderbreking tijdens de drie jaren vóór hun indienstneming;

c) vóór de in a en b bedoelde periode van drie jaren hun professionele activiteiten te hebben onderbroken of nooit een dergelijke activiteit te hebben begonnen, hetzij om zich aan de opvoeding te wijden van hun kinderen, van de kinderen van hun echtgenote of van de kinderen van de persoon met wie zij samenleven of om te zorgen voor hun vader of moeder, voor de vader of de moeder van hun echtgenote of van de persoon met wie zij samenleven.



§ 4. Voor de toepassing van §§ 1, 2 en 3 worden niet aanzien als onderbreking van de inschrijvingsperiode bij de diensten van de Dienst :

1° de periodes van een onderbreking van maximum vijftien dagen, behalve voor periodes van administratieve sanctie of uitsluiting op basis van artikelen 51, 52 en 153 tot 156 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

2° de periodes die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een vergoeding bij toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

3° de werkloosheidsperiodes gedekt door vacatiegeld;

4° de periodes die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een vergoeding bij toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten.

§ 5. De periode van inschrijving als werkzoekende wordt onderbroken door :

1° de periodes van gevangenisstraf;

2° de periodes van oproep of wederoproep onder de wapens of van burgerlijke dienst verricht als gewetensbezwaarde;

3° de periodes van verblijf in de Bondsrepubliek Duitsland van een werknemer die samenwoont met een Belg tewerkgesteld in het kader van de stationering van de Belgische Strijdkrachten.

§ 6. Voor de toepassing van dit artikel wordt de situatie van de werkzoekende of van de langdurige werkzoekende beoordeeld op de vooravond van het begin van zijn overeenkomst.

§ 7. De Executieve kan de werknemers van een door haar in moeilijkheid verkerend erkende onderneming of activiteitensector gelijkstellen met de langdurige werkzoekenden, tijdens een periode van één jaar.

## HOOFDSTUK II. — Bijdragen voor de opleidingskosten

Art. 2. § 1. De Dienst is gemachtigd overeenkomsten af te sluiten met de bedrijven voor de opleiding in hun bedrijf van de door hun tewerkgestelde werknemers of die zij in dienst nemen met een arbeidsovereenkomst voor hun oprichting, uitbreiding of omschakeling.

De overeenkomst bepaalt de voorwaarden en de duur van de bijdragen van de Dienst in het loon, vermeerderd met de sociale lasten en verzekeringen tegen arbeidsongevallen van het personeel belast met de opleiding en van de werknemers die er recht op hebben.

§ 2. Indien de vervaardigingsmethodes of -procédés of andere technische redenen eisen dat één of meerdere werknemers de nodige opleiding in het buitenland ontvangen of dat vreemde monitoren of technici een opleiding in het bedrijf verzekeren, kan het beheerscomité van de Dienst tevens een bijdrage voorstellen in de door de werkgever voor dit doel medegedeelde uitgaven.

Art. 3. § 1. De opleidingen waarvoor het bedrijf recht kan hebben op de tussenkomst van het Waalse Gewest moeten hetzij :

1° een voornamelijk technisch karakter bekleden voor het opstarten van nieuwe werkmethodes of nieuwe vervaardigingsprocédés waarvoor een opleiding van minstens vier weken nodig is indien zij in het bedrijf plaatsvinden, al dan niet in verband met de uitbouw van nieuwe producten;

2° bestaan uit taalvormingen, die nodig zijn wegens de in 1° bedoelde technische opleidingen;

3° bestaan uit opleidingen verbonden aan de uitwerking van een systeem van absolute kwaliteit bij toepassing van de verordening van de Europese normen 29000-29004 van 10 december 1987.

§ 2. Het bedrijf, dat recht heeft op een bijdrage van het Waalse Gewest voor in § 1 van dit artikel bedoelde opleidingen kan ook recht hebben op een bijdrage voor opleidingen van het aangeworven personeel :

— om de naar nieuwe productieuitrustingen overgeplaatste werknemers te vervangen;

— om een functie met verminderde kwalificatie te bekleden die rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden is met de toepassing van nieuwe technieken.

Art. 4. Om recht te kunnen hebben op de bijdrage moet een nieuw bedrijf minstens drie nieuwe banen openstellen.

De investeringen uitgevoerd bij de uitbreiding van een bedrijf en die als gevolg hebben hetzij de oprichting in een bestaande firma van een nieuwe afdeling voor de vervaardiging van andere producten, hetzij de capaciteitsverhoging bij toepassing van nieuwe technieken, moeten de bestaande tewerkstelling behouden.

In een bedrijf of in een van zijn dochterondernemingen moet de verwezenlijking van investeringen voor omschakeling door de productie van :

— andere producten door nieuwe technieken;

— gelijkaardige producten door andere technieken;

— nieuwe producten voor nieuwe markten,

als gevolg hebben het behouden van minstens 80 % van de bestaande tewerkstellingen in het Waalse Gewest binnen het bedrijf of binnen een van zijn dochterondernemingen wanneer deze investeringen er uitgevoerd zijn met het oog op omschakeling.

Art. 5. De opgeleide werknemers moeten burger zijn van een Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap, minstens achttien jaar oud zijn en aan het bedrijf verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur.

Art. 6. De maximale opleidingsduur van een werknemer is beperkt tot 26 weken wanneer zij in het bedrijf of er buiten plaatsvindt.

Art. 7. § 1. Voor wat betreft de in artikel 3, § 1, bedoelde opleidingskosten, is de bijdrage gelijk aan :

1° 50 % van de door het bedrijf medegedeelde uitgaven voor de opleiding van de werknemers die er tewerkgesteld zijn;

2° 60 % van de door het bedrijf medegedeelde uitgaven voor de opleiding van de in artikel 1, § 1, 4° bedoelde werkzoekenden;

3° 80 % van de door het bedrijf medegedeelde uitgaven voor de opleiding van de in artikel 1, § 1, 5° bedoelde langdurige werkzoekenden.

§ 2. Voor wat betreft de in artikel 3, § 2, bedoelde opleidingskosten, is de bijdrage gelijk aan 80 % van de door het bedrijf medegedeelde uitgaven voor de opleiding van de in artikel 1, § 1, 5° bedoelde langdurige werkzoekenden.

§ 3. De bijdrage is beperkt tot 5,5 miljoen BF per bedrijf.

**Art. 8.** Deze grens kan overgeschreden worden :

1° indien het een bedrijfsoprichting betreft met de openstelling van minstens 5 nieuwe betrekkingen als gevolg, op voorwaarde dat het begin van zijn industriële activiteit tot stand komt noch door de overdracht van productiewerknemers afkomstig uit een ander bedrijf dat aan de uitbreiding van het nieuwe bedrijf deelneemt, noch door beroep te doen op werknemers, die de zelfde activiteit uitoefenen in het zelfde bedrijf;

2° indien een bedrijfsuitbreiding of -omschakeling een nettoverhoging van de betrekkingen met minstens 25 % van het aantal ter plaatse opgeleide werknemers als gevolg heeft.

Het bedrijf verliest het recht op de niet-begrensde bijdrage indien zij tegen het einde van de door overeenkomst vastgestelde verrichting niet meer vervult.

**Art. 9. § 1.** Er wordt slechts rekening gehouden met de stage in het buitenland indien hij minimum vijf dagen duurt.

De bijdrage betreffende de stages voor de opleiding van werknemers in het buitenland en de kosten betreffende de buitenlandse monitoren belast met de opleiding in het bedrijf bevat, buiten de lonen en lasten, de kosten verbonden aan de heen- en terugreizen (een per bestemmingsland voor de opgeleide werknemers) alsook de verblijfskosten en -vergoedingen.

In voorkomend geval wordt de bijdrage voor de in het vorig lid bedoelde kosten beperkt tot BF 31 725 per week voor de monitoren die vreemd zijn aan het bedrijf, afgezien van de reiskosten.

Indien de monitor andere diensten levert dan de opleiding van het personeel kan er enkel rekening gehouden worden met de tussenkomst in het loon en lasten verbonden aan de opleiding.

§ 2. De tussenkomst voor de monitoren wordt berekend in verhouding met het aantal weken van werkelijke opleiding, rekening houdend met het beroep en het aantal stagiairs die zij opleiden.

Deze tussenkomst is volledig indien zij betrekking heeft op minstens vijf werknemers, anders wordt zij berekend in verhouding met het aantal opgeleide werknemers.

**Art. 10.** De overeenkomst tot toekenning van de bijdrage begint, voor een periode van hoogstens twee jaar, ten vroegste op de datum waarop het bedrijf zijn basisaanvraag bij de Dienst ingediend heeft en laatstens op de datum van het begin van de eerste opleiding.

### HOOFDSTUK III. — Procedure

**Art. 11. § 1.** Het bedrijf richt zijn basisaanvraag aan het hoofdbestuur van de Dienst bij een ter post aangetekende brief.

§ 2. Ten laatste op het ogenblik van het begin van de bedoelde industriële activiteit doet het aan de Dienst toekomen een volledig dossier waarin het vermeldt :

1° de andere tussenkomsten of voordelen die het van de overheid bekomen of gevraagd heeft voor zijn oprichting, uitbreiding of omschakeling;

2° in geval van oprichting :

a) de gemeente waar het is of zal gevestigd zijn;

b) de aard van zijn activiteit;

c) de raming van het aantal werknemers die aangeworven zullen worden, alsook de spreiding van deze aanwervingen;

d) de kwalificatie van deze werknemers, de vermelding en eventueel de beschrijving van hun beroep;

e) de voorziene arbeidsregeling en het bedrag van het loon en de aangeboden voordelen;

f) de aard en de planning van de aan de oprichting verbonden investeringen;

3° in geval van uitbreiding :

a) zijn firmanaam en zijn adres, alsook de aard van zijn activiteit;

b) de gemeente waar de aan te werven werknemers hun activiteit zullen uitoefenen;

c) de raming van het aantal bijkomend aan te werven werknemers, alsook de spreiding van deze aanwervingen;

d) de kwalificatie van deze werknemers, de vermelding en eventueel de beschrijving van hun beroep;

e) de voorziene arbeidsregeling en het bedrag van het loon en de aangeboden voordelen;

f) de aard en de planning van de aan de oprichting verbonden investeringen;

3° in geval van omschakeling :

a) zijn firmanaam en zijn adres, alsook de aard van zijn activiteit;

b) de gemeente waar de aan te werven werknemers hun activiteit zullen uitoefenen;

c) de noodzaak, het doel, de omvang en de financiering van de omschakeling;

d) de voorziene duur van de omschakelingsoperaties en hun uitvoeringsrythme;

e) de raming van het aantal werknemers van wie de tewerkstelling in het bedrijf behouden zal worden tijdens de omschakelingsoperaties;

f) de raming van het aantal werknemers van wie het werk tijdelijk verminderd of onderbroken zal zijn tijdens de omschakeling;

g) de raming van het aantal van de nieuwe voorziene betrekkingen en de beschrijving ervan;

h) de spreiding van personeelsverminderingen en -wedertewerkstellingen;

i) de rechtvaardiging van de opportuniteit van een eventueel programma van beroepsopleiding, de raming van het aantal werknemers die betrokken zijn bij deze opleiding en het nieuwe beroep dat zij zullen uitoefenen;

j) de aard en de planning van de aan de omschakeling verbonden investeringen;

k) de voorziene arbeidsregeling en het bedrag van het loon en de aangeboden voordelen;

**Art. 12.** Het beheerscomité van de Dienst beslist over de overeenstemming van de aanvragen tot bijdragen met de voorziene bepalingen, over het er aan te geven gevolg en bepaalt, in geval van gunstig advies, het maximumbedrag van de bijdrage, de begrotingstoerekening ervan alsook binnen welke termijn het bedrijf de bewijsstukken moet voorleggen.

In geval van uitbreiding of omschakeling van het bedrijf en om een beslissing te nemen raadpleegt het beheerscomité :

— de bedrijfsraad indien het bedrijf meer dan 100 werknemers telt;

— het Comité voor Veiligheid en Hygiëne indien het bedrijf tussen 50 en 100 werknemers telt;

— de representatieve werknemersorganisaties of, bij gebreke, het subregionale comité voor tewerkstelling en vorming waarvan het bedrijf afhangt indien het minder dan 50 werknemers telt.

De aanvragen worden door de Minister goedgekeurd. De overeenkomsten worden door het beheerscomité afgesloten.

Een gunstig advies kan enkel binnen de beschikbare begrotingskredieten genomen worden.

**Art. 13.** De betaling van de bijdrage geschiedt op voorlegging door het bedrijf van de in de overeenkomst voorziene bewijsstukken.

Deze stukken worden aan de Dienst overgemaakt op een datum die in de overeenkomst vastgesteld is. De overschrijding van de zodanig vastgestelde termijn heeft als gevolg hetzij de terugvordering van de reeds gestorte bijdrageschijven, hetzij de niet-storting van de bijdrage.

**Art. 14.** In geen enkel geval mag de bijdrage gecumuleerd worden met een andere tussenkomst ten laste van de begroting van het Waalse Gewest die toegestaan zou zijn voor de zelfde tewerkstelling.

#### HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 15.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 24 september 1987 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en werkloosheid is opgeheven op de datum van inkrachttrading van dit besluit, uitgezonderd voor de basisaanvragen ingediend vóór deze datum.

**Art. 16.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1993.

**Art. 17.** De Minister, tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 1993.

De Voorzitter van de Regering,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
**G. SPITAEELS**

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,  
**A. LIENARD**

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

Administration du Transport terrestre

Services occasionnels (autocars)  
Renouvellement d'autorisations

Par arrêté ministériel du 6 juillet 1993, les entrepreneurs de transports désignés au tableau ci-après, sont autorisés, aux clauses et conditions arrêtées pour chaque entreprise, à exploiter des services occasionnels pour une période commençant le 1er janvier 1993 et venant à expiration le 31 décembre 2002 :

### MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

Bestuur van het Vervoer te land

Ongeregeld vervoer (autocardiendiensten)  
Verlenging van machtigingen

Bij ministerieel besluit van 6 juli 1993 wordt aan de op de hierna-vermelde tabel aangeduide vervoerondernemers, tegen voor iedere onderneming vastgestelde bepalingen en voorwaarden, machtiging verleend ongeregelde vervoerdiensten te exploiteren voor een nieuwe periode die ingaat op 1 januari 1993 en die op 31 december 2002 zal verstrijken :

N° de l'autorisation — Nr. van de machtiging	Nom — Naam	Adresse — Adres
A 3103	S.P.R.L. « Transports Macario »	Grand-Route 313 4610 Beyne-Heusay
A 3615	S.P.R.L. « Voyages l'Etoile »	Chaussée Reine Astrid 11 1420 Braine l'Alleud
A 3934	S.P.R.L. « Pullman Bus »	Rue ce Corroy 5 1325 Chaumont Gistoux
A 3937	S.P.R.L. « Cars Amaytois »	Rue Richemond 31 4540 Amay
A 4156	Vanhoebrock, Georges	Avenue Joseph Abras 48 5001 Belgrade
A 4188	S.P.R.L. « Voyages Aladin Tours »	Rue des Carrières 330 6030 Marchienne-au-Pont